

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial

Bureau des installations classées et des enquêtes publiques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ENREGISTREMENT RELATIF À L'EXPLOITATION D'UN ÉLEVAGE PORCIN PAR M. LE GALL ALAIN AUX LIEUX-DITS GUERNEVEZ CUZ EOL ET GOASALAN À SAINT- THEGONNEC LOC-EGUINER

LE PREFET DU FINISTERE Officier de la Légion d'honneur Commandeur de l'ordre national du Mérite

- **VU** le code de l'environnement et notamment les titres 1^{er} du Livre II et du Livre V (parties législative et réglementaire), avec en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 et suivants concernant l'enregistrement ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- VU l'arrêté préfectoral régional du 2 août 2018 modifié établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral n°98-1970 du 5 novembre 1998 délimitant l'aire d'alimentation du captage de Bodinery, sur la commune de SAINT-THEGONNEC LOC-EGUINER;
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-1124 du Finistère du 30 août 2007 délimitant l'aire d'alimentation de la prise d'eau du Rest sur l'Horn à Plouénan et définissant un programme d'action visant à diminuer les concentrations en nitrates observées au niveau de cette prise d'eau ;
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2020237-0029 du 24 août 2020 donnant délégation de signature à M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère ;
- **VU** le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2017079-0002 du 20 mars 2017 ;

- VU l'arrêté préfectoral n° 150/2013 AE du 8 octobre 2013 complétant l'arrêté préfectoral n°126/2008 AE du 10 octobre 2008 autorisant M. LE GALL à exploiter un élevage porcin aux lieux-dits Guernevez Cuz Eol et Goasalan à SAINT-THEGONNEC LOC-EGUINER;
- VU la demande présentée le 28 janvier 2020 par M. LE GALL Alain pour l'enregistrement de ses installations dans le cadre de l'extension de son élevage porcin aux lieux-dits Guernevez Cuz Eol et Goasalan à SAINT-THEGONNEC LOC-EGUINER et de la mise à jour du plan d'épandage;
- VU le dossier technique annexé à la demande ;
- VU l'avis émis par M. le directeur de la délégation départementale du Finistère de l'agence régionale de santé (ARS) Bretagne, le 12 février 2020 ;
- VU le rapport n° 202004595 et les conclusions de l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées en date du 7 septembre 2020 ;
- VU les autres pièces du dossier ;

CONSIDÉRANT les éléments techniques du dossier et l'avis émis ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît, au terme de la procédure d'instruction, que la demande présentée par le pétitionnaire n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés par l'article L.511-1 du code de l'environnement et que les installations ne présentent pas de dangers ou inconvénients, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de l'environnement ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Finistère

ARRETE

TITRE 1 Portée et conditions générales

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1-1-1: Exploitation, durée, péremption

Les installations de l'élevage porcin exploitées par M. LE GALL Alain sur les site de Guernevez Cuz Eol (siège social) et Goasalan à SAINT-THEGONNEC LOC-EGUINER, faisant l'objet de la demande susvisée sont enregistrées.

Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

Chapitre 1.2. Nature et localisation des installations

<u>Article 1.2.1</u>: Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et volume de l'activité	Régime (*)
Porcs (activité d'élevages, vente, transit, etc) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3660 :	2 350 animaux-équivalents répartis comme suit :	
1 - plus de 450 animaux-équivalents	Site de Guernevez Cuz Eol :	E
	-168 reproducteurs (truies et verrats)	
	- 1 494 porcs charcutiers et cochettes non saillies	
	- 760 porcelets en post sevrage	
	Site de Goasalan :	
	- 200 porcs charcutiers	
	Porcs (activité d'élevages, vente, transit, etc) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3660 :	volume de l'activité Porcs (activité d'élevages, vente, transit, etc) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3660 : 1 - plus de 450 animaux-équivalents Site de Guernevez Cuz Eol : -168 reproducteurs (truies et verrats) -1 494 porcs charcutiers et cochettes non saillies -760 porcelets en post sevrage Site de Goasalan :

(*) E enregistrement

Article 1.2.2: Emplacements des installations

Les installations concernées sont situées sur la commune, lieu-dit et parcelle ou îlot suivants :

Commune	Parcelle références cadastrales	Lieu-dit
SAINT-THEGONNEC LOC- EGUINER	ZR 10, 120	Guernevez Cuz Eol
SAINT-THEGONNEC LOC- EGUINER	G 386, 387	Goasalan

Chapitre 1.3 Prescriptions techniques applicables

Article 1.3.1: Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs (arrêté préfectoral n° 150/2013 AE du 8 octobre 2013 complétant l'arrêté préfectoral n°126/2008 AE du 10 octobre 2008) qui sont abrogées.

<u>Article 1.3.2</u>: Arrêtés ministériels de prescriptions générales et/ou autres textes en vigueur s'appliquant à l'installation

S'appliquent à l'installation les prescriptions du textes mentionné ci-dessous :

- prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement sous la rubrique 2102-1 (élevage de porcs de plus de 450 animaux-équivalents): arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié;
- l'arrêté préfectoral n°2007-1124 du Finistère du 30 août 2007 délimitant l'aire d'alimentation de la prise d'eau du Rest sur l'Horn à Plouénan et définissant un programme d'action visant à diminuer les concentrations en nitrates observées au niveau de cette prise d'eau;
- l'arrêté préfectoral n°98-1970 du 5 novembre 1998 délimitant l'aire d'alimentation du captage de Bodinery, sur la commune de SAINT-THEGONNEC LOC-EGUINER.

Article 1.3.3: Arrêtés ministériels de prescriptions générales, aménagement des prescriptions

Sans objet

<u>Article 1.3.4</u>: Arrêtés ministériels de prescriptions générales, compléments, renforcements des prescriptions

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Chapitre 2.1. Aménagements des prescriptions générales

Sans objet

Chapitre 2.2. Compléments, renforcement des prescriptions générales

Sans objet

TITRE 3 - PUBLICITE, MODALITES D'EXECUTION, VOIES DE RECOURS

Article 3.1: Publicité

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 3.2: Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre le du livre V du code de l'environnement.

Article 3.3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de RENNES (par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet https://www.telerecours.fr):

1° Par les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la dernière formalité d'affichage accomplie: publication sur le site internet des services de l'Etat du Finistère ou affichage en mairie de cette décision.

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du Ministre de la Transition écologique et solidaire, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 3.4: Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet de MORLAIX, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (direction départementale de la protection des populations), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à QUIMPER, le

2 9 SEP. 2020

Le secrétaire général,

Christophe MARX

DESTINATAIRES

- Sous-préfecture de MORLAIX
- Mairie de SAINT-THEGONNEC LOC-EGUINER
- Direction départementale des territoires et de la mer
- Direction départementale de la protection des populations (service environnement)
- LE GALL Alain Guernevez Cuz Eol SAINT-THEGONNEC LOC-EGUINER